



HAL
open science

“ La grandeur de Rio+20 : formats et enrôlements de la société politique globale ”

David Dumoulin Kervran

► To cite this version:

David Dumoulin Kervran. “ La grandeur de Rio+20 : formats et enrôlements de la société politique globale ”. J. Foyer (éd.), Regards croisés sur Rio+20. La modernisation écologique à l'épreuve, Paris, CNRS Editions, 2015, CNRS Editions, pp. 51-88., 2015. halshs-01718123

HAL Id: halshs-01718123

<https://shs.hal.science/halshs-01718123>

Submitted on 27 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sous la direction de
Jean Foyer

Regards croisés sur Rio+20

La modernisation écologique à l'épreuve

CNRS ÉDITIONS
15, rue Malebranche – 75005 PARIS

Chapitre 2

La grandeur de Rio+20 : formats et enrôlements de la société politique globale

David Dumoulin Kervran

Dans la lignée de la conférence de Rio 92 et de la conférence de Johannesburg, la conférence de Rio+20 a souvent été décrite, notamment par ses organisateurs, comme « le plus grand évènement jamais organisé par l'ONU¹... ». Sur le site officiel du sommet, à la rubrique « Rio+20 in Numbers » on trouve une série de chiffres tous plus exceptionnels les uns que les autres, censés représenter cette grandeur : 6 000 évènements, 45 000 participants dont 4 075 représentants des médias, 188 États représentés, 57 chefs d'État et 31 chefs de gouvernement, un site officiel (Rio-centro) de plus de 570 000 m², capacité de réseau digital pour une ville de 120 000 habitants, 513 milliards de dollars en engagement pour le développement durable², etc. Ces chiffres sont remarquables, car ils tentent d'exprimer la grandeur dans le langage universel de la quantification en mesurant des éléments aussi différents que des évènements, des infrastructures, des participants aux statuts différenciés, de l'argent. Notons pourtant que, lors de ce type de conférences onusiennes, le caractère exceptionnel de cette grandeur est en fait toujours affirmé et que le choix de certains chiffres – mais aussi le choix d'en ignorer d'autres³ – illustre bien que cette grandeur fait l'objet d'une stratégie de grandissement de la part des organisateurs. Cette grandeur de la conférence peut également être sujette à con-

1. Banki Moon dans *Le Monde* du 20 juin 2012 page Planète, dans Rio+20, voir aussi sur le site officiel.

2. Sources: rubrique « Rio+20 in numbers » du site officiel de l'ONU, ainsi que le rapport brésilien (Solla 2012).

3. Le coût bien sûr... mais aussi l'impact environnemental, les congés exceptionnels donnés aux Cariocas pour assurer un trafic automobile tolérable ou les programmes de « nettoyage social » du centre-ville.

troverse selon qu'on l'évalue à l'aune du niveau politique des représentants, vis-à-vis de l'ampleur de ses résultats politiques, ou en termes de moyens et du nombre des participants mobilisés⁴.

Ces controverses illustrent les difficultés actuelles à trouver un mode de représentation unique et légitime de la population mondiale : que représente par exemple la multiplication des participants directs à la conférence, vis-à-vis de la population mondiale ? Un échantillon représentatif ? Une simple métonymie ? Une élite d'experts autoproclamée ? Des représentants moraux ? Des représentants d'une démocratie participative s'ajoutant aux chefs d'État le plus souvent issus d'une démocratie représentative ? Ces questions sur la diversité des modes de participation à Rio+20 et sur les porte-parole de Rio+20 seront au cœur de nos interrogations.

Ce chapitre se fonde sur une série de choix analytiques qu'il s'agit à présent de préciser. Tout d'abord, nous concentrerons notre analyse sur « l'évènement » Rio+20. De la notion d'évènement, on retiendra l'unité de temps et de lieu, mais aussi l'idée qu'un évènement – sa nature comme sa grandeur – est construit par certains acteurs. L'unité de temps est cette période qui court entre le 12 et le 22 juin 2012 (depuis la dernière *prepcom*, jusqu'à la fin de la conférence proprement dite). Cela implique que l'on ne traitera pas ici de l'ensemble des déterminations qui la précèdent ni de son impact à plus long terme. L'unité de lieu est la ville de Rio de Janeiro, plus précisément, le réseau de lieux où se déroulent des rassemblements liés à la conférence. Cela signifie qu'on ne se limite pas aux salles de négociations elles-mêmes, mais qu'on embrasse la multitude des évènements qui ont pour nom « Rio+20 », sans pour autant considérer les débordements de l'évènement au-delà de la ville de Rio.

Ensuite, j'utiliserai l'expression Rio+20 afin de laisser ouverte la question de la nature de cet évènement, ou alors le terme plus neutre de « rassemblement » pour qualifier à la fois l'ensemble Rio+20, et chacune des multiples arènes qui le **constituent**. Dans ce sens, Rio+20 est un très large « rassemblement de rassemblements » au même titre qu'on a décrit le mouvement altermondialiste comme un « réseau de réseaux ». Cette approche s'inscrit dans la suite des nombreux travaux montrant comment ont pu se constituer des normes et des institutions au niveau mondial à travers un mode de socialisation transnational. L'analyse des relations internationales s'est progressivement enrichie bien au-delà des rapports interétatiques pour

4. Derrière cette évaluation quantitative triviale, ce questionnement sur la grandeur est inspiré par Boltanski et Thévenot (1991), *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard. Les évaluations controversées sur Rio+20 restent finalement toutes à l'intérieur de la « cité civique » dont l'étalon est la volonté générale, la collectivité – appliquée ici à la société globale.

analyser cette « gouvernance sans gouvernement » (Roseneau et Czempiel, 1992), à travers l'analyse de « régimes » par secteur puis les « complexes » d'acteurs et de normes (Biermann et Siebenhunner, 2009 ; Young 2010), avec un rôle croissant pour les modes de régulation transnationaux (Kahler, 2009 ; Jonsson et Tallberg, 2010), et un rapprochement avec les études sur les réseaux transnationaux d'activistes et l'altermondialisme. L'objectif de ce chapitre est plutôt de croiser une socio-anthropologie de ces modes de gouvernement mondiaux avec les approches empiriques de relations internationales qui tentent de penser l'institutionnalisation progressive d'une « global polity » (Ruggie, 1998 ; Ougaard et Higgott, 2002) ou « société politique globale » (Buzan 2004 ; Barnett et Sikkink, 2008).

On s'attache donc ici à présenter Rio+20 comme un rassemblement dont la grandeur peut être définie par une démultiplication des formats et largement construite par des stratégies d'enrôlement de la part des organisateurs. S'intéresser aux formats et aux stratégies d'enrôlements permet de montrer comment s'esquisse de manière encore certes fragmentée, mais néanmoins bien concrète, cette société politique globale.

Dans une première partie, on s'attache donc à décrire les formats de ces rassemblements. L'intérêt de centrer notre analyse sur la question des formats est double. Non seulement ces formats permettent de mettre en évidence les différentes modalités de participation à l'évènement, mais leur institutionnalisation dessine l'architecture de cette société politique globale en formation. La description de ces formats permet en outre de dresser un portrait d'ensemble de l'évènement Rio+20.

La seconde partie explore ensuite comment sont produites cette prolifération de rassemblements et cette large participation. On montre comment se sont agrégés différents groupes à travers des « stratégies d'intéressement, d'enrôlement, de mobilisation » (Callon, 1986 ; Latour, 1987 ; Akrich, Callon et Latour, 1988⁵). Ces termes renvoient à la capacité de plus en plus forte des promoteurs d'innovations à constituer un réseau d'alliés qui parlent, valident, utilisent, voire se transforment en promoteurs des nouveaux dispositifs et mobilisent d'autres alliés autour d'eux. Dans ce sens, ce chapitre explore comment Rio+20 est devenu un « point de passage obligé » grâce aux stratégies d'organisateur, mais aussi aux modes d'appropriation multiples dont ce type d'évènement fait l'objet.

5. Même si la démarche est proche de la sociologie de l'action collective (recrutement de militants, etc.), d'autant qu'il sera question ici seulement d'intéressement d'humains, on lui préfère cette grammaire de la sociologie de la traduction, justement car on ne décrit ici que le mode de déploiement du réseau Rio+20 dans sa dimension formelle. La première des quatre étapes, la « problématisation » ne sera pas abordée ici.

RIO+20 : DÉMULTIPLICATION DES RASSEMBLEMENTS ET DE LEURS FORMATS

Rio+20 gagne à ne pas être enfermé trop vite dans des définitions, en particulier dans celle qui en ferait une simple conférence de chefs d'État. En effet, il serait plus juste d'y voir un processus où tous les volets de l'activité politique sont agrégés, une sorte « d'évènement politique total », où se révèle à l'observateur un processus en mille-feuilles ou plutôt, un réseau d'évènements. On peut donc voir dans cette « conférence internationale », un très vaste « rassemblement » où l'on retrouve de multiples « formes » (Thévenot, 1986) de rassemblement déjà bien instituées dans différentes rencontres internationales (mondanité, foire, congrès, conférence, assemblée, réunion d'affaires, conférence interétatique). Ces formes génériques se subdivisent en un florilège de « formats » (Cardon et Agrikoliansky, 2005 ; Aguiton et Cardon, 2007) représentant des modalités de rassemblement plus précisément codifiées dans leurs attendus comme dans leurs déroulés. Si le protocole diplomatique domine certains, la codification de ces formats est le plus souvent informelle. Elle s'appuie sur les savoirs tacites des participants internationaux partageant une partie de leur socialisation et marque l'appartenance à une « culture commune de la réunion » (Van Vree, 1999). Cette multitude de formats de rassemblements constitue donc autant d'institutions qui incarnent, lors de l'évènement Rio+20, l'émergence d'une société politique globale.

Tableau n° 1 : Les différents formats de rassemblements présents à Rio+20

Formes de rassemblement	Type d'activité	Type de sociabilité	Formats
Conférence interétatique	Rédaction et vote d'une convention de droit international	Négociation diplomatique	Conférence des chefs d'État
			Séance plénière
			Négociation thématique
			Négociation de groupe/bilatérales/cluster/infor.
Assemblée	Regroupement dans l'espace public	Protestation visibilité/mobilisation	Campement
			Manifestation/marche
	Recueil de paroles/d'opinions	Participation/expression	Atelier échanges expériences
			Conférence de citoyens (et autres)

	Rédaction de recommandations/ de normes	Délibération	Appel à contribution (virtuel)
			Assemblée générale d'association/de réseau thématique
Congrès	Série de panels de conférence-discussion fermés	Communication/discussion entre spécialistes d'une profession	Congrès mondial professionnel
		Communication/discussion entre spécialistes d'une discipline scientifique	Colloque mondial scientifique
Conférence	Prise de parole en public	Éducation/sensibilisation	Conférence publique
		Discussion/communication	Séminaire
		Communication/sensibilisation	Conférence de presse
		Mobilisation/communion	Meeting politique ⁶
« Mondanité »	Évènements sociaux	Réseau-tage/socialisation	Cocktail, repas
	Actes institutionnels	Communion/rituel	Cérémonie d'ouverture et de clôture, fête civique
Foire	Présentation de stands d'exposition	Communication/démonstration	Foire internationale
			Exposition universelle
Réunion d'affaires	signature d'un contrat	Accord commercial	Vente, achat, promesse, etc.

Ces sept formes, ainsi que certaines de leurs hybridations, permettent une première approche de la variété des rassemblements à Rio+20, mais c'est cette longue liste de formats qui permet de mieux rendre compte du côté foisonnant de ce type d'évènement. Ces formats se sont progressivement institutionnalisés depuis Rio 92, à travers les grandes conférences de l'ONU qui lui ont succédé, les forums sociaux mondiaux, puis la multiplication de forums des *transnational policy networks*⁷.

6. Le meeting a connu une évolution de la délibération à la manifestation et peut être aussi une démonstration de force, exprimée par la capacité à mobiliser en nombre et à « faire événement » (Paula Cossart, 2010).

7. Certains formats sont beaucoup plus anciens. En termes logistiques, la nouvelle catégorie de « mega-events » qui lui est souvent attribuée par les organisateurs, la

Si ces formats de rassemblement doivent bien être considérés comme des formes institutionnelles génériques, non territorialisées, Rio+20 s'inscrit bien dans deux territoires : Riocentro d'une part et l'ensemble du centre de la ville Rio de l'autre.

RIOCENTRO BIEN AU-DELÀ DES NÉGOCIATIONS

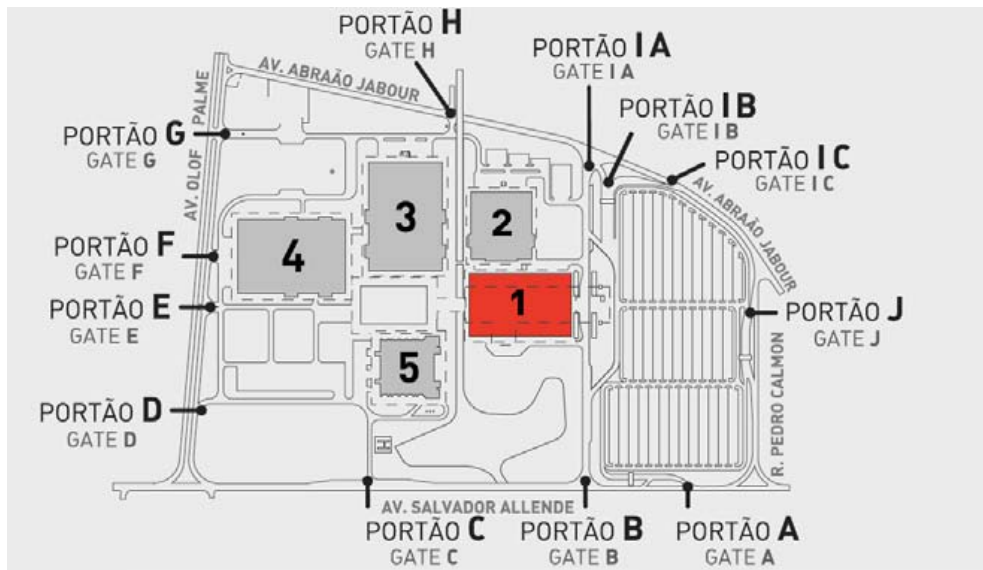
Le premier de ces territoires est donc un immense centre de convention présenté comme « le plus grand d'Amérique latine », utilisé déjà vingt ans plus tôt et qui a été réaménagé pour l'occasion : Riocentro. Située dans le quartier chic et excentré « Barra da Tijuca », cette unité de lieu est un peu abstraite, car Riocentro rassemble en fait une pluralité d'arènes.



« Photo de Riocentro »

Source : « Venues UNCSD and Brazilian Government Information on Rio Photos »
<http://www.uncsd2012.org/content/documents/356Rio20%20NY%20English.pdf>

rapproche d'autres événementiels globalisés comme la coupe du monde de football et des Jeux olympiques. Voir le rapport, José Solla, 2012, par exemple p. 142 : « ... given the pioneering character of Rio+20, as the first mega-event of the series to be held during this decade in Brazil and, in particular, in Rio de Janeiro. »



« Riocentro »

Source : « Rio+20 Conference Handbook »
http://www.uncsd2012.org/content/documents/607Manual%20Operativo%20-%20Ingles_%2031-05_print.pdf

La division des espaces recoupe en partie la mosaïque des formats de rassemblements :

1. Hall d'entrée (stands, information, etc.). La majorité entrerait par les portails 1A, 1B et 1C, avant de connaître filtrage et fouille à l'entrée du bâtiment 1.

2. Restaurants (17) en service continu. En noir : bâtiment des *side-events* de la société civile et des *majors groups*.

3. Salles de négociation/conférence et salle de réunion, « media-center »...

4. Siège des délégations État et OIG : bureaux, réunions, groupes de travail.

5. Amphithéâtre géant : plénière des *prepcom*, Sustainable Dialogue, puis UN conférence proprement dite :

– Athletes' Park : Pavillons États, OIG, etc.

– Barra Arena (ou HSBC aréna) : accueille des conférences et événements.

Du côté des délégations étatiques : les formats de la négociation

Les « négociations » elles-mêmes, renvoient bien sûr à de nombreux formats de discussions des plus protocolaires aux plus informels, des plus cérémoniels aux plus délibératifs.

Le format de rassemblement en plénière est celui qui incarne la notion même de conférence des Nations unies, avec toute la solennité propre à la diplomatie des relations interétatiques. Il est la partie la plus visible de Rio+20, mais aussi celui où il s'agit de simplement représenter de manière très ritualisée la volonté d'un rassemblement international (« le concert des nations »), plutôt que de négocier ou de délibérer. Les prises de position de la part des États sont faites dans un langage diplomatique très codifié (cf. chapitre 3). Ce format est celui de la conférence de l'ONU proprement dite, du 20 au 22 juin, seul moment où les chefs d'État sont présents, lorsqu'il s'agit de voter le texte final de la conférence. Mais la négociation est alors terminée : ce moment est plus utilisé par les chefs d'État ou leurs représentants pour adresser à leurs peuples un séduisant discours, ou pour régler quelques négociations bilatérales, que pour discuter avec leurs alter ego. Ce format est aussi utilisé pendant la *prepcom* : pour la cérémonie d'ouverture et de clôture, ainsi que pendant les *Interactive sessions* organisées pour que certains groupes de négociation thématique présentent à l'ensemble les avancées de leur travail, et que chacun des neuf *major groups* fassent part aux négociateurs de leurs recommandations.





Le format « Interactive session » et le format « Conférence plénière »

Source : Collectif Écoverio

Les négociations thématiques ou *splinter groups* (bâtiment 3) sont un format de négociation intermédiaire, utilisé pendant la dernière *prepcom* permettant de travailler sur une partie du texte en cours de négociation comme l'Économie verte, le cadre institutionnel du développement durable ou les Océans. Les salles de négociations peuvent accueillir environ 150 personnes. Elles rassemblent un premier cercle autour du rectangle de la table constitué d'une cinquantaine de négociateurs appartenant aux principales délégations, mais dont seuls quelques uns prennent la parole selon une logique de bloc (*cf.* photo « Salle de négociation *splinter group* n° 5 » ci-dessous). Un second cercle de personnes à l'identité non officiellement déclinée si ce n'est la couleur de leur « pass ». Les discussions, qui ont commencé parfois plusieurs années auparavant, sont extrêmement lentes et minutieuses, entrelardées de silences où les négociateurs consultent leurs référents (qui se tiennent soit derrière eux soit à l'autre bout du monde...). C'est dans ces arènes qu'a donc lieu une dimension fondamentale de la délibération onusienne : l'écoute des positions, l'élaboration de compromis, la validation de certaines formulations du texte définitif (*cf.* chapitre 3).



« Les couloirs de Riocentro » Délégation officielle

Source : photographie de l'auteur



« Salle de négociation *splinter group* n° 5 »

Source : photographie de l'auteur

La troisième catégorie de format de la négociation est la moins formalisée et celle où les positions de négociations se construisent. Comme dans toutes les négociations diplomatiques, on observe un large gradient de rassemblements parallèles⁸. Tout d'abord, les réunions les plus officielles

8. En amont de la conférence, trois « rounds » de consultations ont été animés par le

sont celles des grands groupes politiques d'États (Europe, G77, Afrique, petits États insulaires...). Elles apparaissent dans le programme officiel, mais comme « fermées ». Elles vont être à la fois l'occasion de faire le point sur la situation générale des négociations et de consolider des positions (*idem* pour les grandes délégations nationales). Ensuite, on trouve une série de groupes *ad hoc* de négociateurs experts se réunissant sur des points précis de la négociation en cours pour explorer des formulations possibles (par cluster, en bilatéral ou en multilatéral, *cf.* chapitre 10). Les plus officiels regroupent seulement quelques négociateurs dans de petites salles confinées ou au sein des salles du pavillon des délégations.

Autour des négociations : side-events et autres formats

À côté du processus de négociation, une multitude de rassemblements fourmille dans l'ensemble de Riocentro.

Le format le plus visible est celui des 500 *side-events*⁹ organisés principalement par les membres des neuf *major groups* dont la participation caractérise les conférences sur le développement durable depuis 1992. Chaque *major group* (voir le glossaire p. 304) dispose d'un bureau et leurs événements ont lieu dans un bâtiment spécial. Ces *side-events* sont parfois également organisés à l'initiative des États (une cinquantaine) et à celle des Organisations intergouvernementales (179 événements dans la programmation officielle dans et en dehors de Riocentro). Si le format est parfois celui d'un « séminaire » ou labélisé « apprentissage », la plupart des *side-events* correspondent en fait à un format de type conférence/questions du public, structurés autour d'une bipartition entre, d'un côté, des panélistes derrière une table et sur une estrade venus présenter les expériences de leurs organisations, et, de l'autre, un public venu écouter et poser quelques questions.

Les membres des *major groups* participent à d'autres formats de rassemblements : en plus des réunions entre le DESA et les comités organisateurs des *major groups* portant sur la logistique (communication unilatérale), les « Daily Briefings » sont organisés au sein de chaque *major group* pour informer des dernières évolutions de la négociation, distribuer des autorisations spéciales, ou discuter le texte des recommandations à

8. En amont de la conférence, trois « rounds » de consultations ont été animés par le secrétariat de la conférence avec les délégations officielles et appelés très officiellement « informel-informel » !

9. Ce chiffre intègre les *side-events* officiels qu'ils soient organisés dans Rio Centro ou à l'extérieur, dans d'autres salles de la ville.

livrer aux négociateurs. Ces discussions se font sous la forme de délibération, mais le plus souvent en petit cercle d'individus autour des coordinateurs. Enfin, les *Interactive sessions* sont consacrées principalement à l'exposition des recommandations de chaque *major group*. Cette cérémonie a une forte dimension rituelle ; sa force tient dans un aspect important de Rio+20 dans son ensemble : la légitimation par la participation.

Les conférences de prestige (*High level panel*) sont organisées au plus haut niveau par des organisations intergouvernementales et en présence de chefs d'État, pendant les trois jours officiels de conférence à Rio-centro. Par exemple, le « High-level Panel on Global Sustainability » du secrétariat général des Nations unies a organisé le symposium « The Future We Choose » avec des personnalités célèbres (prix Nobels, etc.).

Un espace spécifique dans le bâtiment 3 est réservé aux nombreuses conférences de presse, le Media Center (bâtiment 3). Enfin, comme au sein du processus de négociation diplomatique, de nombreuses petites salles sont réservées à des réunions fermées par groupe affinitaire visant à signer un partenariat ou organiser une mobilisation.



Seating interne à Riocentro

Source : photographie de l'auteur

À quelques rares occasions, Riocentro a aussi été le lieu d'actions collectives protestataires visant à donner à voir le mécontentement de certains acteurs accrédités (*cf.* photo ci-contre : ici un *seating* devant l'entrée très filtrée de la salle de conférence finale).

Juste en bordure de Riocentro, on doit également noter qu'au Parc des Athlètes, on pouvait visiter les pavillons de différents États, OIG et entreprises, donnant à ce type de rassemblement des allures d'exposition universelle. La ressemblance était renforcée par le grand nombre de participants (57 pavillons d'États, 33 d'OIG et d'agences spécialisées¹⁰) et le fait que l'espace était ouvert sans accréditation au plus large public de visiteurs. Les installations sont très onéreuses et leur raison d'être est donc une démonstration de force. Les formats alternent entre *showcases* et tables rondes, par exemple celles des secrétariats des trois conventions issues de Rio 92 (biodiversité, désertification, climat). Le Brésil est extrêmement présent¹¹, ainsi que les pays du Golfe et l'Union européenne (presque chaque pays a son pavillon), alors que les pays africains se partagent tous un seul pavillon.

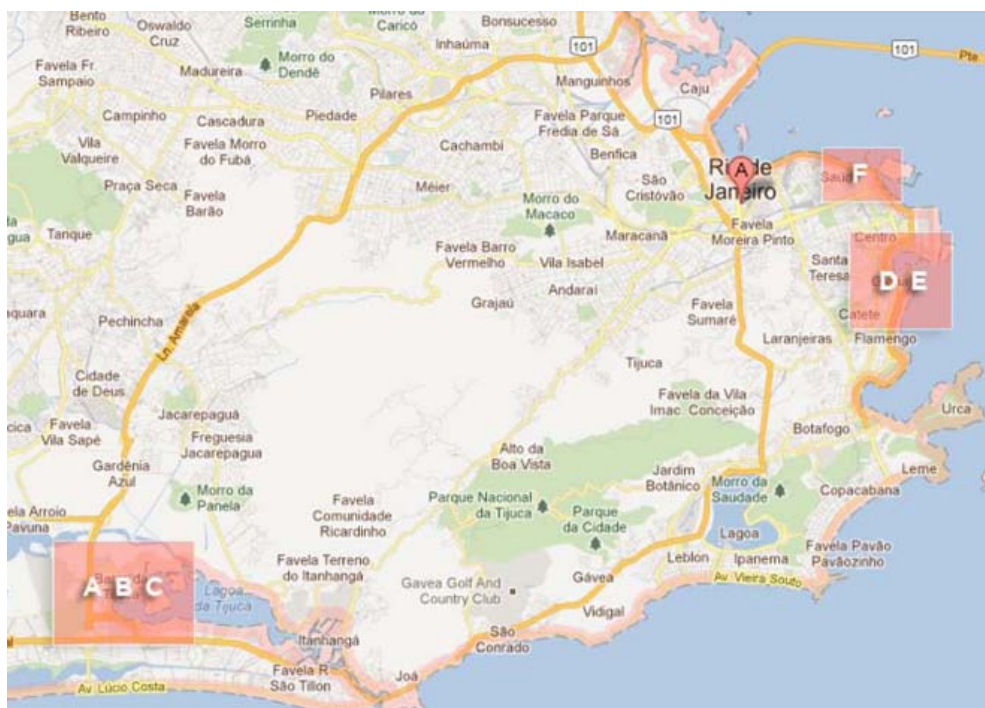
Dernier espace situé dans cette partie de la ville, non loin de Riocentro : l'édifice d'événementiel Barra Arena (ou « Arena HSBC ») accueille dans ces divers auditoriums et salles de réunion des événements de la société civile : conférences et séminaires.

10. Source : « Rio+20 in Numbers » et www.riopavilion.org.

11. Les différents niveaux du Gouvernement brésilien ont leurs stands ou pavillon, en particulier les États de l'Amazonie exposant leurs réserves, leurs ressources, etc. L'état de Rio de Janeiro et la chambre de commerce brasilianno-allemande présentent sur deux jours un symposium intitulé « Transport, Energy and Urban Development, Mega-cities », etc.

LA VILLE DE RIO COMME SALLE DE CONFÉRENCE...

La grandeur de Rio+20 est loin de ne s'être construite qu'à Riocentro. C'est ce second étage, consistant en la transformation d'une partie de la ville de Rio en tissu de plusieurs milliers d'évènements, qui fait que Rio+20 est bien autre chose qu'une conférence multilatérale améliorée. C'est ce réseau de rassemblements hétérogènes qui forme, dans le sillage de la conférence, un méta-rassemblement multilocalisé qu'il nous faut à présent explorer.



« Les principaux lieux de conférence dans la ville de Rio »

Source : http://www.rio20.gov.br/about_the_rio_more_20/locais-da-conferencia.html

- Barra da Tijuca
- A) Riocentro B) Athletes' Park C) Barra Arena, City Center,
- Forum des peuples : en face de D et E
- D) Museum of Modern Art E) Arena MAM
- F) Mauá Pier and Citizenship Action Cultural Center

Les forums thématiques et réunions parallèles

Les évènements parallèles sont trop nombreux pour être présentés de manière précise et exhaustive. On peut distinguer trois formats distincts : les forums thématiques, sorte de symposium internationaux, les réunions parallèles qui rassemblent sous des formats variés des participants autour d'un point précis, et les évènements brésiliens à dominante plus culturelle.

Les forums thématiques sont de véritables conférences dans la conférence, car ils connaissent un haut niveau d'investissement institutionnel (OIG, gouvernements, entreprises, fondations, etc.), mobilisent un grand nombre de participants (organisations et individus), de prestigieux intervenants, et un programme officiel sur plusieurs jours. Ils regroupent des réseaux transnationaux d'experts qui se sont organisés bien avant la conférence et continueront leurs rassemblements après celle-ci. Important également, ces forums ont la volonté de construire des recommandations et/ou des « appels à l'action » qui puissent être transmis ensuite vers les chefs d'État et, de toute façon, être cités comme faisant partie des « résultats » de la conférence. La dimension *agenda-setting*/délibération est donc très présente, même si d'autres formats de communication et de discussion coexistent. Ces forums se distribuent dans tous les lieux pouvant recevoir dignement suffisamment de public : centres de congrès, grands hôtels, universités, etc.

Ce chapelet de forums thématiques mondiaux peut être organisé par des acteurs émergents (comme le premier parlement global des législateurs, etc.), mais recoupe pour une bonne partie le découpage par acteurs du développement durable fixé par les *major groups* qui ne se suffisent pas de l'espace qui leur est octroyé à RioCentro. C'est ainsi qu'ont été organisés le « Youth Blast », le « Forum on Science, Technology and Innovation for Sustainable Development », le « Rio+20 Corporate Sustainability Forum » ou encore le « Global Town Hall », etc.



« Le Global Sustainability Forum (entreprises) »

Source : photographie de l'auteur

Ces catégories d'acteurs, déjà bien structurées au niveau international, ne se sont d'ailleurs pas limitées à organiser ces journées de forums, et ont multiplié les formats de rassemblement pendant Rio+20 (*cf.* chapitres 6, 9 et 10 le business, les syndicats ou les indigènes¹²).

À côté de ces grands symposiums s'est tenue une multitude de réunions parallèles dont l'éventail des thématiques illustre toute la diversité des préoccupations regroupées sous le chapeau du développement durable. Elles sont en général ouvertes au public et se déroulent sur une demi-journée ou une journée. Des conférences sur le rôle de la spiritualité indigène ou d'un groupe de méditation transcendante côtoient des *showcases* pour promouvoir de nouvelles technologies peu consommatrices en énergie, des tables rondes sur la gestion des déchets ménagers voisinent des conférences sur le changement climatique global.

D'autres événements du centre-ville sont à dominante brésilienne. Le fameux site du fort de Copacabana accueille ainsi plusieurs événements de prestige organisés en vue de Rio+20 du 12 au 22 juin : ainsi « Humanity 2012 » est une initiative de nombreuses institutions brésiliennes. Elle a été labellisée par l'ONU, mais correspond avant tout à la volonté de projeter le Brésil comme un leader du Développement durable (*cf.* chapitre 4). Séminaires, débats conférences (*cf.* « TEDxRio+20 »), concerts, remises de prix (Herois do Futuro, Premio-E) et rendez-vous mondains se succèdent

12. Voir aussi pour les autorités locales : <http://local2012.iclei.org/advocacy>.

autour des grandes thématiques du développement durable. Plusieurs autres lieux du centre-ville sont également réservés par le comité d'organisation brésilien à des événements connexes, à dominante culturelle et brésilienne. Le Muséum d'art moderne pour une exposition « The future we want », des séminaires/discussions et un *showcase* de films et une série d'événements organisés par le Sommet des peuples et le ministère du Développement social. Le Centre d'action culturel des citoyens héberge lui une série d'événements organisés par le ministère de la Culture sur le rôle de la culture dans le développement durable.

Le Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale

Le Sommet des peuples se tient sur le même lieu (parc de Flamengo) que celui où les ONG s'étaient réunies vingt ans plus tôt et s'oppose donc *a priori* aux activités de la société civile « cooptée » se tenant à Riocentro. Néanmoins, l'organisation du Sommet des peuples reste bien intégrée à la programmation d'ensemble Rio+20. Malgré son succès mitigé, sa forme est celle d'un Forum social mondial, une forme déjà bien institutionnalisée et enrichie depuis 2001. Cette forme se définit comme un « espace ouvert » (Wallerstein, 2004 ; Cardon et Agrikolansky, 2005) pour la « convergence » des mobilisations et se caractérise par sa diversité interne et son accumulation de formats de rassemblement (colloque/foire/assemblée/mobilisation).



« Parc de Flamengo (Parque do Flamengo) »

Source : site International Rio+20



« Le portail d'entrée du Forum des peuples »

Source : photographie de l'auteur

Les objectifs officiels du Sommet des peuples sont de « rendre visibles les luttes », de produire « des alternatives théoriques et pratiques » et de produire un agenda commun, et les organisateurs ont prévu diverses formes d'activités permettant d'atteindre ces objectifs (dix formats dans la programmation officielle, ici simplifiés).

Premier étage du processus, les « Campements » et les 350 activités programmées dans les stands des « Territoires du futur » sont fondés sur l'échange d'expériences et la promotion d'alternatives. Ils ne sont pas localisés seulement sur l'Aterro de Flamengo et visent les bases sociales qui viennent grossir la mobilisation (paysans, indigènes, syndicalistes et autres mouvements sociaux). À un second niveau, nombre d'activités peuvent être plus aisément investies par la foule des visiteurs non mandatés par des organisations ou même par les simples curieux : activités culturelles (musique, danse, poésie sur huit scènes différentes), les « Espaces de stands » consacrés à la vente de nourriture, de commerce équitable, de livres ou de bijoux indigènes, alors que les « Espaces partagés de médias libres » tentent d'offrir une place spécifique à tous ceux qui s'investissent dans d'autres modes de production et de circulation de l'information. Troisième volet, les rassemblements, plus centrés sur la délibération et la production d'un agenda politique commun, sont divisés en trois formes de débats. Les « activités autogérées d'articulation » rassemblent une multitude d'initiatives militantes sous une

quarantaine de tentes des plus vastes aux plus exigües ; alors que les cinq « Plénières de convergence pré-Assemblée » préparent, par thématique, les recommandations. Celles-ci ont été incluses dans une déclaration finale votée par « l'Assemblée des peuples », qui est une sorte de point culminant du Forum des peuples.

La grande manifestation de rue unitaire du 20 juin 2012, jour d'ouverture de la conférence officielle, appartient bien sûr au format des cérémonies¹³, avec leur grand nombre de participants et leur fonction de visibilisation d'une (ou des) identité (s), cette manifestation est le rassemblement le plus marqué « contre-sommet ».

FILTRAGE, SÉLECTION, PRISE DE PAROLE

Depuis les salles de négociations les plus officielles jusqu'à cette manifestation de rue, les pages précédentes ont donc servi à esquisser un portrait de Rio+20. L'idée est qu'il s'agit en fait d'une agglomération de rassemblements dont on a, en plus du nombre, voulu souligner la variété de formats. Malgré le fait que la grande majorité des participants sont des experts de certaines thématiques, régions ou outils, de grandes inégalités d'accès et de participation subsistent. Elles sont parfois aisément visibles, mais parfois beaucoup plus informelles et ancrées dans les sociabilités préexistantes.

L'accès aux rassemblements : accréditation et informalité

Le processus d'accréditation pour pouvoir entrer dans Riocentro illustre la volonté de mobiliser un grand nombre d'acteurs venus du monde entier, tout en opérant un filtre¹⁴. Pour les membres des États et les habitués des grandes conférences (par exemple, ONG accréditées ECOSOC ou à un précédent Conseil de développement durable), il est relativement aisé,

13. Comme les cérémonies d'ouverture et de clôture du Sommet des peuples et celles de la conférence onusienne.

14. 18 000 accréditations ont été distribuées, pour environ 15 000 présents (6 000 pass pour les États). En plus des ONG déjà accréditées, 800 nouvelles accréditations *ad-hoc* ont été délivrées et une petite centaine refusée pour divers motifs. Entretien Line Carpentier (coordinatrice des *major groups*, UNDESA), Riocentro, 16/06/2012.

malgré la concurrence, de trouver une place dans les délégations étatiques ou de se faire accréditer en tant que société civile.



Source : photographies de l'auteur

En revanche, pour un grand nombre d'individus et d'organisations non encore insérés dans le processus, les étapes du processus d'accréditation sont un vrai obstacle. Pour ceux qui s'y prennent trop tard ou qui comme ce sera le cas de nombreux Brésiliens, se présentent directement au portail de Riocentro, la porte restera close. Ils ne pourront participer à la multitude des *side-events* de Riocentro, mais déambuleront dans les pavillons du Parc des Athlètes et les tentes du Forum des peuples. Certains, enfin, intégrés dans des réseaux thématiques, auront accès aux réunions qu'ils organisent dans différents hôtels de la ville. La réelle tentative d'ouvrir l'espace à une plus grande variété de participants se heurte au très fort impératif de sécurité et de filtrage : Riocentro est l'objet d'un contrôle et d'une présence policière tout à fait exceptionnelle.

À l'inverse, l'accès à d'innombrables rassemblements reste informel (à Riocentro comme dans la ville). Ces rassemblements restent très peu visibles en dehors des réseaux des organisateurs et éventuellement de quelques tracts, soit, car elles sont trop officieuses ou fermées, soit parce qu'elles se sont organisées trop tardivement. Le Sommet des peuples ne connaît lui aucun filtre à l'accès : ni porte à pousser ni même de code vestimentaire. Pourtant, l'opacité du processus renforce l'importance des réseaux de sociabilité de cette petite élite qui rédige pour l'essentiel les textes communs et à laquelle il faut appartenir pour savoir comment participer aux réunions informelles¹⁵.

Les couloirs, les pelouses, et surtout la salle des restaurants, donnent également lieu à des rassemblements dont l'accès est fondé sur des sociabilités préexistantes. Ces déjeuners partagés et ces discussions de couloirs rassemblent des individus à travers les frontières de nationalité, langue, spécialité, statut (en particulier fonctionnaires/ONG) et elles ont parfois de fortes conséquences dans la carrière des individus ou la trajectoire des organisations. Cette multitude de réunions informelles ne doit pas être ignorée : ces formats d'interaction individualisée participent à la grandeur de Rio+20 en tant que mode de socialisation d'une citoyenneté mondiale émergente.

Un cens caché : hiérarchie des accréditations et prise de parole

À l'intérieur de Riocentro, les modes de sélection sont aussi omniprésents qu'euphémisés par le fait que tout le monde possède une accréditation. La hiérarchie des accréditations et des pass distribués (avec son gradient de

15. Une dimension paradoxale déjà notée depuis dix ans au sujet des forum sociaux (Keraghel et Sen, 2004 ; Coradini, 2008).

couleurs et de lettres), correspond à un degré d'ouverture variée des espaces ; les *restricted area* et leurs gardiens à oreillette illustrant la volonté de maintenir tout de même une certaine exclusive au monde diplomatique. Durant cette conférence, les membres des *major groups*, des ONG et des médias avec une accréditation peuvent entrer dans la plupart des salles de négociation – dans la mesure des places disponibles et bien sûr sans avoir le droit d'intervenir (bâtiment 3). En revanche, de nombreuses réunions annoncées se font portes closes, des réunions très informelles sont quasi impossible à identifier, et certaines sessions sont exclusivement réservées aux délégations des États (bâtiments 4 et 5). En général, plus l'accès à la salle de négociation est ouvert, moins il y a d'enjeux diplomatiques. L'accès aux différentes réunions hors programmation officielle est également directement lié à l'accès à l'information. Il dépend également de la maîtrise de certaines compétences (linguistiques par exemple), ou de l'appartenance à des organisations ou réseaux thématiques (professionnels, militants, etc.) qui permettent d'obtenir une invitation.

Bien sûr, l'accès ne détermine pas du tout le statut que chacun aura une fois entré ; on retrouve un phénomène de filtre bien souligné dans les études sur la démocratie participative¹⁶ ou les négociations internationales (Orsini, 2010) : les prises de paroles sont extrêmement inégalitaires et les processus de délibération étudiés – même à ce niveau global – restent le fait d'un très petit nombre de participants experts. Le plus souvent, les *speakers* s'opposent à une foule silencieuse et à Riocentro, les prises de parole qui ne rentrent pas dans le format officiel sont écartées et condamnées. Lors des plénières, les filtres à l'accès sont maximums (principalement bâtiment 5) et le droit de parole des individus présents plus limité encore. Dans les négociations thématiques, seuls quelques négociateurs prennent la parole au nom des principaux groupes politiques de pays. Même au Sommet des peuples où l'accès est ouvert, un « *cens caché* » reproduit une hiérarchie informelle dans les conférences entre les prises de paroles et l'existence d'une élite alternative d'intellectuels.

Le portrait qui vient d'être brossé de Rio+20, illustre bien cette aggrégation d'une multitude de groupes et de formats de rassemblements : mais comment tous ces groupes ont-ils finalement convergé pour constituer Rio+20 ?

16. Comme dans les associations et les dispositifs institués de démocratie participative (Bacqué, Sintomer, 2010 ; Deboulet, Nez, 2013), on observe une professionnalisation d'un petit nombre de participants particulièrement actifs (« experts-participatifs »), qui acquièrent des savoirs et savoir-faire dans les assemblées, alors que la majorité se limite à un rôle passif ou déserte ces espaces faute d'y trouver leur place.

CONSTRUCTION DE LA GRANDEUR : RECRUTEMENTS ET APPROPRIATIONS

En gardant en tête l'idée de cette « grandeur » par agrégation de différents rassemblements, qui sont autant de modes de représentation, il est intéressant d'observer à présent Rio+20 comme un dispositif progressif d'intéressement, d'enrôlement, de recrutement (Callon, 1986 ; Akrich, Callon et Latour, 1988) donnant ainsi un rôle clé aux organisateurs de l'évènement. Avant de décrire ce dispositif, puis aussi les modes d'appropriation et de détournement dont usent les participants, il est important de préciser comment s'est constitué le groupe des organisateurs de Rio+20.

Les organisateurs : bipolarité et recrutements

Du côté des grands prêtres des Nations unies

Au sein de l'ONU d'abord, rien n'est simple. Précisons que si la conférence est en général présentée comme « a joint endeavour of the entire UN System », les organisateurs sont bien un groupe beaucoup plus réduit de fonctionnaires internationaux au sein d'une petite unité rattachée au siège new-yorkais de l'ONU : le DESA (Department of Economic and Social Affairs). Le secrétariat de la conférence a été formé de manière *ad hoc* au sein du DESA avec un secrétaire général spécifiquement nommé pour diriger la conférence (Sha Zukang, sous-secrétaire général des affaires économiques et sociales des Nations unies), assisté de deux « coordinateurs exécutifs » (Brice Lalonde et Elizabeth Thompson) qui ne sont pas des diplomates, mais des anciens ministres de l'environnement de la France et des Barbades. Ces derniers auront cependant du mal à s'imposer. Le secrétaire général de l'ONU (Ban Ki Moon) conserve un rôle de représentation important avant et pendant la conférence puisque c'est bien l'ONU qui invite officiellement tous les participants. **Durant** les préparatifs et **dans** les coulisses de l'évènement, la concurrence au sein du champ bureaucratique de l'ONU est bien plus complexe, par exemple entre le DESA et l'ECOSOC pour la participation de la société civile, ou entre les dirigeants du DESA, du PNUE et d'un PNUD (et de certains départements en leurs seins) qui luttent chacun pour capitaliser sur l'initiative, mais aussi sur les suites de la conférence.

Rappelons que ce type d'évènement est également marqué par l'importance de la dramaturgie onusienne, très solennelle, imprégnée par l'espoir d'une communauté humaine enfin unifiée, glorieuse et capable, selon la formule consacrée d'établir « The future we want ». Le DESA a

donc particulièrement mis en avant le rôle prestigieux des chefs d'État venus pour l'occasion, tout en soulignant adroitement la légitimité démocratique apportée par les *major groups*, ce second avatar de la *polity* mondiale. Plus qu'une simple « politique spectacle » qui n'existerait que pour des publics médiatiques (Ihl, 1996), cette dramaturgie est mieux décrite sous le terme de « cérémonie » parce que tous les participants ont une part active dans la réactivation des symboles et des rituels ainsi que dans la mobilisation des émotions (Cossart et Taïeb, 2011), tant à Riocentro que du côté du Sommet des peuples. La ville de Rio peut, de plus, être considérée comme un véritable lieu de mémoire (Nora, 1986) pour l'internationalisme du développement durable. Les organisateurs insistent donc sur l'importance émotionnelle du lieu pour « grandir » encore le rassemblement. La présence de chacune des « personnalités clés » donne une officialité, voire une dimension « historique » aux événements, nombreux, qu'ils honorent de leur présence.

Du côté des ambitieux organisateurs brésiliens et de la labélisation

Le secrétariat du DESA était en charge des activités officielles situées dans Riocentro, alors que le « Comité organisateur national pour la conférence des Nations unies sur le développement durable » est chargé de l'ensemble de la logistique, dans et au dehors de Riocentro, et de la coordination de l'ensemble Rio+20. Il est rattaché au ministère des Affaires étrangères, même s'il collabore aussi étroitement avec le « City Hall » et l'État de Rio de Janeiro. Ce rôle d'organisateur est largement obliéré par le rôle proprement politique de la présidence de la République et du corps diplomatique brésilien (*cf.* chapitre 4). Insistant sur le rôle du Brésil et de la participation sociale (brésilienne surtout) à Rio+20, le chef du comité brésilien illustre l'ambition de *leadership* mondial des brésiliens, il invoque ainsi « the spirit of Rio¹⁷ », pour que cet événement soit « the largest conference of the UN history surpassing the Copenhagen Summit of 2009 in attendance. » ...« For ten days, Rio will be the centre of the world, [...] will be the UN, [...] becomes New York¹⁸ ».

Ce rôle d'organisateur logistique et politique donne aux organisateurs brésiliens une forme d'omniprésence, par exemple par le système de bus mis en place à travers la ville (neuf lignes de bus créées et 350 unités mobilisées pour les participants accrédités), les réservations et la labélisation d'hôtels, les cartes, ainsi que par un tissage de plus de 160 bornes électroniques qui

17. www.rio20.gov.br/clientes/rio20/rio20/brazil/brasil-na-rio.html

18. « Says the diplomat Laudemar Aguiar, responsible for the logistics of the United Nations Conference on Sustainable Development, Rio+20 » : www.uncsd2012.org/index.php?page=view&nr=723&type=230&menu=38#sthash.mPK9UImQ.dpuf.

offrent en continu des informations sur les manifestations en cours. Ces quatre formes d'inscription territoriale, avec leur signalisation aisément reconnaissable, dessinent un vaste réseau à travers la ville de Rio, faisant ainsi exister l'unité de cet évènement multilocalisé. Les organisateurs peuvent alors aisément s'approprier l'ensemble des activités qui se déroulent dans la ville, même si leur rôle s'y limite à un léger appui logistique ou une forme d'accréditation d'évènements illustrée par la présence des logos et l'intégration dans l'agenda officiel. Même les activités organisées au sein du « Corporate Sustainability Forum » et, plus étonnant, au sein du Sommet des peuples, sont citées comme faisant partie de Rio+20 par les organisateurs.

Le budget qui lui est attribué par le Brésil est de 144 millions d'euros¹⁹ et son rôle est donc central pour mobiliser les ressources qui permettent à cet évènement de taille exceptionnelle de se tenir. Afin de compléter le budget nécessaire, le comité a également défini plusieurs niveaux de partenariat avec des entreprises (Official Partner, Official Supporter and Official Supplier of Rio+20) qui sont ainsi devenues également partie de l'organisation de l'évènement. Le tableau ci-dessous illustre le résultat d'un autre processus de recrutement, celui des financeurs, et met en évidence l'importance des entreprises brésiliennes²⁰ dont les logos étaient en effet omniprésents durant tout l'évènement.



Source : site brésilien Rio+20

19. 144 millions d'euros « The budget approved by the Congress for the conference on December 15th is of BRL \$430 million. Of this, BRL \$230 million will go to security and BRL \$190 million, to logistics. The lease of spaces add BRL \$30 million :

www.uncsd2012.org/index.php?page=view&nr=723&type=230&menu=38#sthash.mPK9UImQ.dpuf.

20. Sauf exception comme Michelin, BMW et Volkswagen mais avec un statut secondaire.

La volonté du Gouvernement brésilien de s'approprier l'organisation de l'évènement est également évidente dans le fait qu'il ait tenu à faire exister un site web parallèle de l'évènement (www.rio20.gov.br) et même un logo et un slogan spécifiques (voir logo ci-dessus), souvent apposés, en plus de celui du gouvernement du Brésil, aux côtés du logo de la conférence (voir logo ci-dessous) !

L'importance du logo est d'ailleurs centrale pour l'identification et l'appropriation de l'évènement. Le logo officiel est traduit en six langues de l'ONU ainsi qu'en portugais. Les organisateurs proposaient une traduction dans une multitude d'autres langues et un système souple pour apposer le logo sur des évènements. La dissémination du logo permettait ainsi de faire exister, de donner une certaine unité à une multitude d'évènements et donc de « grandir » sans effort Rio+20.



Source : site brésilien Rio+20



RIO+20
United Nations Conference
on Sustainable Development

Source : site institutionnel Rio+20

Finalement, une définition plus précise de qui sont les organisateurs aide à comprendre les enjeux de cet évènement. On peut ainsi voir la concurrence et la recherche de légitimité des différents groupes au sein de l'ONU, à l'intérieur du Gouvernement brésilien, et de ces derniers vis-à-vis des autres acteurs internationaux et nationaux. La cérémonie d'ouverture officielle performée par Ban Ki Moon et Dilma Rousseff illustre cette organisation à double tête portée par la même recherche de « grandeur ».



Source : photographies de l'auteur.

Enfin, il convient de souligner que de nombreux évènements, en particulier ceux qui sont organisés en dehors de Riocentro, ont leurs propres comités d'organisation : le rôle des « organisateurs » de ce méta-rassemblement est donc de générer l'émergence d'autres organisateurs secondaires qui vont eux-mêmes déléguer et intéresser d'autres volontaires pour participer à leur rassemblement. Dans ce sens, les « organisateurs » évoqués ci-dessus sont des chefs d'orchestre qui tentent de se faire les « porte-parole » (Latour, 2006) et de s'approprier le travail d'organisation d'une multitude d'autres individus et organisations.

Mobiliser la « société globale »

À droite, l'affichage. En face, un mur laissé à un style plus débridé, exceptionnel (voir les deux photographies de la page précédente).

Les stratégies d'enrôlement des organisateurs ne se limitent pas au processus d'accréditation, à l'attribution du label Rio+20, à l'inclusion dans la programmation ou à la mise à disposition logistique. Les organisateurs ont pris soin de susciter un « public mondial » à l'évènement par un développement médiatique intensif. Plus que cela, l'ambition de faire participer/créer les « citoyens du monde » *via* une participation individuelle aux réseaux numériques en amont (comités nationaux et régionaux, blog, site « the future we want »), puis pendant la conférence (50 millions de personnes *via* un large panel de réseaux sociaux²¹) a constitué une spécificité novatrice de la stratégie « d'intéressement » des organisateurs de Rio+20. Ces processus ont été l'occasion de présenter l'ONU comme le point névralgique d'une grande mobilisation de la citoyenneté mondiale, mais ont finalement peu percolé les arènes diplomatiques.

L'organisation de la participation de la société civile dans l'évènement s'est pourtant formée principalement de manière collective *via* un principe catégoriel. L'idée des *major groups*, issue de la conférence de Rio, incarne la volonté du DESA de mobiliser un nombre bien plus large d'acteurs qui puissent se sentir partie prenante de l'évènement (mais aussi s'en faire les porte-parole) sans passer par les États. Stabilisée, l'étonnante

21. Voir le site dédié (<http://futurewewant.org>), « *the twitter hashtag #RioPlus20 [et #futurewewant] was viewed more than 1 billion times and a Facebook campaign was able to reach over 1 million people in Brazil* ». Les organisateurs ont également utilisé Facebook, Google+, Tumblr, Pinterest, and Weibo, avec des posts en six langues et voir par exemple l'article « *It was first global summit of the internet age.* » http://switchboard.nrdc.org/blogs/jscherr/measuring_the_true_reach_of_th.html (consulté le 20/07/13)

liste des catégories d'acteurs qui permettrait de représenter la société civile reste pourtant toujours contestée²². Il s'agit d'une originalité des conférences sur le développement durable et cela permet réellement aux représentants des organisations accréditées d'avoir accès (sans droit à la parole) aux salles de négociations, et d'exprimer devant les États de très brèves recommandations, mais la capacité très modérée des *major groups* à influencer directement les négociations étatiques semble souligner la fonction plus légitimatrice (et socialisante) que fonctionnelle du dispositif (cf. chapitre 11).

Le dynamisme interne dépend beaucoup des coordinateurs de chaque *major groups*, chargés aussi de l'accréditation. L'initiative du DESA pour que, par exemple, Via Campesina prenne une place en tant qu'*organizing partners* du *major groups* « Farmers » (cf. chapitre 7) illustre bien ces enjeux politiques complexes. Les entreprises sont très peu investies dans le *major groups* « Business and industry » qu'elles considèrent totalement sous-dimensionné au regard de leur rôle d'ensemble et cherchent d'autres modalités d'entrée à l'ONU (cf. chapitre 6). Également, les grandes ONG comme Greenpeace ou WWF délaissent totalement le *major groups*, « NGO », car elles ont d'autres modes plus efficaces de représentation et d'influence. Le *major groups*, « Science & technology community » végété, alors que les MG « Indigenous peoples » (cf. chapitre 10) ou « Workers & Trade Unions » (cf. chapitre 9) sont mieux appropriés et plus offensifs. Dans le meilleur des cas, l'organisation de *major groups* sert donc à mobiliser un secteur d'organisations autour de la construction d'un agenda commun et de les intéresser à l'évènement Rio+20. Afin de ne surtout pas limiter la présence des ONG présentes à celles qui sont affiliées directement aux *major groups*, le secrétaire de la conférence Sha prend toujours soin d'utiliser la formule longue « *major groups*, civil society and stakeholders ».

Le dispositif innovant des « Global Sustainability Dialogue » est organisé par le Gouvernement brésilien durant les quelques jours (16-19 juin) entre la fin de la *prepcop* et l'arrivée des chefs d'État pour les trois jours officiels de conférence. Mis en avant par le Gouvernement brésilien, ces dialogues expriment la volonté de renforcer la participation des « peuples » aux processus de délibération interétatiques de ces grandes conférences.

22. Débat souvent réouvert, par exemple des demandes pour ajouter de nouveaux MG : « Gay, lesbien, travestis » et « Éducation/Universités »... Plusieurs entretiens avec des membres du UNDESA ont été réalisés.



« Le dispositif du SD Dialogue »

Source : photographie de l'auteur

À travers dix sessions thématiques, l'objectif était de sélectionner finalement trente propositions²³ qui devaient être transmises aux chefs d'État en vue de leur inclusion dans les conclusions de la conférence. La délibération cumulait donc trois types de formats, et partant, trois types légitimités : dix propositions étaient sélectionnées par la multitude de votants par Internet (« More than 63,000 persons from 193 countries cast 1.4 million votes on the open site » José Solla, 2012, p. 85-86), dix par les votants présents dans la salle pendant la conférence, et dix par les experts présidant chaque panel thématique.

Les différents dispositifs exposés ci-dessus donnent donc une idée du travail réalisé par les organisateurs, non seulement pour initier les débats largement en amont, mobiliser toutes les ressources matérielles nécessaires, et donner de la solennité à cette conférence au sommet – mais surtout, de manière plus originale, pour intéresser une multitude d'individus et d'organisations en tant que contributeurs et aussi porte-parole de l'évènement.

23. Sur la plateforme électronique originale créée avec l'appui du PNUD, 850 recommandations ont été finalement produites, dont 100 ont été soumises à la sélection finale. www.rio20.gov.br – www.riodialogues.org

« Pourquoi être venu à Rio ? » Appropriations et parasitismes

Voyons à présent combien les participants directs à cette « cérémonie » (unité de temps et de lieu) sont bien loin de n'être que de simples instruments au profit d'une grandeur concoctée par les organisateurs. La présence de la plupart de ces participants s'explique en effet par des stratégies plus personnelles, qui nous obligent à concevoir cette « grandeur » comme un effet complexe d'agrégation dans lequel les stratégies d'intéressement des organisateurs ne sont qu'un élément explicatif.

Profiter de l'opportunité Rio+20 : une série de rassemblements sectoriels

Rio+20 est sans doute plus un lieu « d'exposition » (entre le congrès et la foire internationale) qu'un lieu de délibération : chacun y vient pour faire connaître son travail, ses idées, se faire connaître²⁴. L'évènement pourrait par exemple être vu comme un mille-feuille de réseaux thématiques transnationaux qui ont simplement choisi cette même unité de temps et de lieu pour organiser une de leurs multiples réunions. Rio+20 est alors surtout une fenêtre de visibilité ; beaucoup l'utilisent comme une opportunité pour produire et diffuser des documents (de synthèse ou de position), pour lancer un rapport (élaboré à partir d'un rassemblement précédent), pour faire entendre des prises de position. Rio+20 est parfois surtout l'occasion de faire la promotion d'un futur évènement plus important pour l'organisation, par exemple la World Conference on Education for Sustainable Development pour l'Unesco, ou le Congrès mondial de la conservation pour l'UICN. Il s'agit également de construire des nouveaux réseaux régionaux ou transnationaux d'organisations sur une thématique²⁵ particulière, de structurer un agenda commun, d'organiser enfin un évènement avec des partenaires, de signer un accord ou même de remettre un prix (Ex : UN Women). Pour chaque organisation présente (ONG et OIG), et même chaque délégation étatique, Rio+20 est également un prétexte à resserrer les liens entre les membres des équipes multilocalisées, et de faire un point sur la stratégie interne et externe de l'organisation.

24. Plus exactement, les arènes strictement orientées vers la délibération sont rares en nombre, même si les discussions peuvent bien sûr accompagner tous les formats conférence/exposition. Par contre, les évènements importants ont leur propre site web avec leurs logos, leur newsletter, etc.

25. Exemples des maires des grandes villes (www.iclei.org) qui ont lancé à Rio diverses initiatives globales.

La métaphore proposée par Sidney Tarrow de voir les OIG comme des « massifs de corail » (Tarrow, 2005) autour desquels de complexes écosystèmes organisationnels ont pu se créer, prend ici toute sa dimension suggestive. En effet, la multitude des organisations et des réseaux thématiques qui se réunissent pendant Rio+20 entretient des relations variées avec la conférence intergouvernementale. Certains sont venus principalement pour s'y opposer ou pour rendre visible leur mécontentement. D'autres ne font qu'utiliser la fenêtre de visibilité pour tenter de faire entendre des causes ou alors des propositions commerciales largement étrangères aux thèmes négociés. D'autres encore tentent à des degrés extrêmement variables de « contribuer », soit aux déclarations finales de la conférence, soit, plus réalistement, aux lentes transformations des termes légitimes du débat sur un point particulier. Enfin, beaucoup profitent de l'environnement logistique et du nombre exceptionnel d'experts présents pour faire avancer une structuration sectorielle. L'effet boule de neige est ici exceptionnel : plus les événements se multiplient et plus il est facile de réunir les panélistes intéressants, si difficiles à réunir d'ordinaire, puisqu'ils sont déjà sur place !

Le rassemblement acquiert également cette sorte d'aura mondaine où la dimension cérémonielle et la concentration de personnes importantes du milieu impliquent un impératif de présence ; comme me l'a soufflé une haute responsable de l'UICN : « on ne pouvait pas ne pas y être ».



« Logo 4 »



« Logo 5 »

Ci-dessus, deux exemples d'appropriation du logo officiel : un réalisé par le Corporate Sustainable Forum (Logo 4) et un autre, subversif, par Friends of the Earth (Logo 5).

La manière dont les logos de la conférence sont utilisés sans autorisation officielle et même détournés illustre bien la manière dont les ressources mises à disposition par les organisateurs sont réappropriées pour légitimer des stratégies qui sont étrangères à ces derniers. Durant la manifestation de rue, syndicats, partis politiques et ONG utilisent le logo de la conférence sur leurs banderoles (accolé à d'autres). Dans la ville de Rio, institutions et commerces participent à la vague Rio+20 en « colorant » leurs activités, depuis les musées qui organisent des promenades spéciales « Roteiro Cultural de Museus Rio+20 » et un « Circuito Verde de Museus », jusqu'aux hôteliers et restaurateurs qui utilisent le logo et se font rémunérer pour entretenir le corps des participants.

Par ailleurs, la spectacularisation orchestrée des cérémonies d'ouverture de la conférence et du Sommet des peuples, l'arrivée des chefs d'État ou l'organisation des manifestations de rue ne sauraient être vues comme une pure manipulation des organisateurs. Les participants contribuent à faire vivre et parfois à déplacer ces cérémonies, et cette appropriation est bien une autre forme de participation démocratique, à côté de la délibération (Cossart et Taïeb, 2011).

Socialiser, se légitimer... et déambuler

Les participants ne s'en cachent pas : la délibération et les déclarations finales sont rarement au centre de leurs attentes. Rio+20 est pour eux l'occasion de se montrer, de socialiser, d'apprendre, et de faire avancer leur carrière. Ainsi, les photos des multiples sites dédiés à chaque événement sont répétitives à l'envie : entre protocole et échanges informels. Comme les congrès scientifiques et les meetings, le rassemblement est en effet une très bonne occasion pour rencontrer de manière informelle les

gens de son milieu professionnel : réactiver et enrichir son capital relationnel. L'activité « *Coffee break & Networking* » est souvent intégrée dans les programmes officiels.

Chaque évènement dans l'évènement est également l'occasion de distinguer certains *speakers* et panélistes, de mettre en avant les pointures du milieu ou d'une thématique émergente. L'évènement Rio+20, avec ses mises en scène et son ample programmation à tiroirs d'évènements dans l'évènement, est ainsi une formidable machine à légitimer des personnes, des actions, des organisations. C'est une arène globale où se reproduisent et se construisent des identités collectives, des statuts individuels et des hiérarchies sociales. Pour la plupart des participants, la présence à Rio+20, toujours coûteuse en temps et en argent, est l'occasion de soutenir une cause, mais aussi de se placer dans un champ d'activité transnational que l'on est venu contribuer à « grandir ».

Du côté des chefs d'État et des délégations officielles, les objectifs et les activités ne sont pas différents : seuls quelques négociateurs et experts sont très pointus et suivent de près la négociation elle-même. Les chefs d'État viennent surtout s'adresser depuis cette tribune à leur propre peuple et en profiter pour avancer quelques négociations stratégiques. Une grande partie des délégations officielles est également venue pour socialiser, se faire les porte-parole de certaines innovations nationales, voir se réunir avec d'autres experts des délégations sur des thèmes parfois bien loin de ceux des négociations. On le voit donc ici aussi : les « outputs » politiques directs de la conférence ne représentent qu'une des préoccupations des participants.

Rappelons également que, tant dans les vastes couloirs aseptisés de Riocentro que dans les allées ensoleillées de *l'Aterro de Flamengo*, nombreux sont ceux qui semblent errer sans but défini. Surtout, ils ne parviennent pas à s'orienter, ni dans les lieux, ni même dans le programme, à cause des problèmes de langue, d'information, de savoir-faire. Le temps d'attente dans les transports pour parvenir à destination peut aussi occuper une bonne partie de la journée. L'immensité de ce rassemblement déstabilise en effet tous ceux qui ne sont pas introduits dans des réseaux sociaux pouvant les aider à s'orienter, à obtenir de manière informelle des informations pratiques. Nombreux sont ceux dont l'agenda qui motivait leur présence à Rio a fini par se dissoudre dans les problèmes d'organisation. Une autre tendance observée est que, parmi les motivations des différents participants, la simple curiosité est l'une des plus déterminante : les participants sont alors noyés dans la multiplicité des évènements qu'ils voudraient suivre, ballottés au gré des conseils échangés dans les couloirs et des em-

ballages médiatiques²⁶. On retrouve alors la productivité de l'évènement lui-même : les agendas individuels peuvent s'y transformer et les réseaux d'appartenance – et partant, l'identité des acteurs, être redéfinis.

En revanche, en initiées, certaines personnalités circulent de manière stratégique entre les différentes arènes, matérialisant dans l'espace de Rio+20 leur multipositionnement social. Pour ce qui est de la « société civile » politisée, la frontière entre Sommet des peuples, forums thématiques et *side-events* de Riocentro est largement poreuse (Ollion, 2010). Nombre d'organisations tentent également d'organiser des évènements ou d'envoyer leurs membres dans différentes arènes afin d'augmenter leur visibilité. Même les délégations étatiques envoient certains de leurs membres participer à divers forums thématiques répartis dans la ville. Ces circulations individuelles entre les différentes arènes montrent cependant que Rio+20 n'est pas une simple juxtaposition d'évènements (métaphore du mille-feuille), mais bien un ensemble constitué d'un réseau d'évènements coordonné par certaines infrastructures de communication partagées, la multi-appartenance des participants, la circulation d'informations et de recommandations, et peut-être, la conscience de participer à une même cérémonie.

CONCLUSION

L'analyse proposée de Rio+20 dévoile donc un évènement qui possède un caractère exceptionnel, car il agence un nombre et aussi une diversité exceptionnels de composantes. La grandeur qui nous a intéressée est celle qui additionne une multitude de modes de représentation de la population mondiale, depuis la négociation des chefs d'État jusqu'aux manifestations altermondialistes, en passant par les réseaux thématiques ou la participation internet. Lorsqu'on est plongé dans un évènement comme Rio+20, la découverte de ce tissu bigarré de groupes et de rassemblements tend à faire oublier que ces formats et même leur composition d'ensemble sont largement stabilisés, routinisés, même s'ils font toujours l'objet d'actualisations à la marge. Ils organisent dorénavant la vie politique internationale, aux côtés des sommets du G8, des assemblées des grandes organisations OIG et ONG, des bureaucraties... ou des forums sociaux

26. Cette observation du groupe Écoverio sur place est confirmée par exemple dans un entretien avec Cyril Ritchie, un habitué de 20 ans des conférences onusiennes, par ailleurs un des coordinateur du *major group* « ONG » et vice-président de l'Union des associations internationales (entretien à Riocentro le 15 juin 2012).

mondiaux. L'évènement devient alors une aubaine pour explorer les institutions qui organisent une société politique globale émergente, où se mêlent différents répertoires d'action (représentation, délibération, visibilité, communion, etc.), et qui est basée sur des modes de socialisation et d'intéressement, des réseaux transnationaux de plus en plus denses partageant normes, langage et agenda.

Il faut souligner que cette manière de définir ce qu'a été Rio+20 a été largement mise en avant par les organisateurs eux-mêmes de Rio+20 (ONU et Brésiliens) qui cherchaient à créer toujours plus de participation. Peu de participants, qu'ils soient dans les délégations officielles ou les ONG militantes, n'attendaient beaucoup de la partie diplomatique de Rio+20 : bon nombre se sont abstenus de venir, et cet état d'esprit maussade, également parmi les journalistes, a largement contribué à minimiser le rôle de cette conférence. Mais beaucoup aussi sont venus, en ayant conscience que quelque chose d'important se passait par-delà, voire malgré, la négociation entre États. Dans la lignée des expérimentations des forums sociaux mondiaux, de plus en plus de participants opposent à une logique de conférence-évènement, celle d'un processus plus incrémental de construction d'une citoyenneté mondiale. Une étude plus sociologique ou ethnographique de « ce qui se passe » à Rio+20 souligne donc combien la négociation diplomatique n'est qu'une arène, qu'une facette d'un processus beaucoup plus large de socialisation partagée.

Cette posture présente en revanche deux risques : d'une part, elle a tendance à faire sienne l'analyse des organisateurs (Rio+20 serait devenu une délibération globale) et des ennemis du multilatéralisme (les États sont inefficaces), et d'autre part, à faire d'un constat analytique un paradigme des relations internationales : incrémentalisme libéral, *social learning* et gouvernance décentralisée seraient les meilleurs modes de construction d'une entité politique mondiale. Il serait juste de rappeler alors, que la multiplication des rassemblements correspond à un transfert par les États des « responsabilités » du développement durable vers d'autres types d'acteurs (des grands réseaux jusqu'au niveau des individus), et à un éclatement des arènes politiques (par thématique, par catégorie d'acteurs, etc.). De même, dans cette diversité de format, les stratégies de confrontation plus directes sont largement invisibilisées. Entre le multilatéralisme des États qui ne semblent plus capables de coordonner un changement d'ensemble à l'échelle mondiale et une société politique globale émergente, mais basée sur des modes de coordination fragmentés et incrémentaux, Rio+20 renvoie l'image d'un monde sans pilote.

Bibliographie

- AGUITON Ch., CARDON D., 2007, « De la cooptation à l'agglutination. Culture participative et formes organisationnelles des forum sociaux », in C. NEVEU (dir.), *Cultures et pratiques participatives, perspectives comparative*, Paris, L'Harmattan, p. 55-74.
- AKRICH M., CALLON M. et LATOUR B., 1988, « À quoi tient le succès des innovations ? 1 : L'art de l'intéressement, Gérer et comprendre », *Annales des Mines*, n° 11, p. 4-17.
- BACQUÉ M.-H., SINTOMER Y. (dir.), 2010, *La démocratie participative inachevée. Genèses, adaptations, diffusions*, Paris, Yves Michel.
- BARNETT M., SIKKINK K., *From International Relations to Global Society*, in C. Reus-Smit et D. Snidal (ed.), *Oxford Handbook of International Relations*, Oxford University Press, 2008, p. 62-83.
- BUZAN B., 2004, *From International to World Society? English School Theory and the Social Structure of Globalisation*, New York, Cambridge University Press.
- CALLON M., 1986, « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques dans la Baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, n° 36.
- CARDON D., AGRIKOLIANSKY É., 2005, « Un programme en débats : forums, formes et formats », in É. Agrikoliansky, I. Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le deuxième forum social européen*, Paris, La dispute, p. 45-74.
- CORADINI O. L., 2008, Les participants et les organisateurs du Forum social mondial : la diversité du militantisme, *Cultures & Conflits*, 70 (mis en ligne le 04 janvier 2010, consulté le 18 octobre 2012. URL : <http://conflits.revues.org/12673>).
- COSSART P., 2010, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- COSSART P. et TAÏEB E., 2011, « Spectacle politique et participation », *Sociétés & Représentations*, n° 31, p. 137-156. En ligne sur : www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2011-1-page-137.htm – doi:10.3917/sr.031.0137
- DEBOULET A., NEZ H. (dir.), 2013, *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Development dialogue*, novembre 2007, n° 49, *Global Civil Society – More or Less Democracy?*
- JONSSON C. et TALLBERG J. (eds.), 2010, *Transnational Actors in Global Governance: Patterns, Explanations, and Implications*, New York, Palgrave Macmillan.
- IHL O., 1996, « Sur la République-spectacle », dans le dossier « La querelle du spectacle » dirigé par D. BOUGNOUX, *Cahiers de médiologie*, n° 1, p. 204.
- KAHLER M., 2009, *Networked Politics. Agency, Power and Governance*, Ithaca et Londres, Cornell University Press.
- KERAGHEL C., SEN J., 2004, Explorations in Open Space, The World Social Forum and Cultures of Politics, *International Social Science Journal*, 182, p. 483-493.

- LATOUR B., 2005, *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte (première édition anglaise, 1987).
- LATOUR B., 2006, *Changer de société-refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte.
- NORA P., 1986, 1992, *Les lieux de mémoire*, trois tomes, Paris, Gallimard (Bibliothèque illustrée des histoires).
- OLLION É., 2010, « Summits of Information: Advocacy Officers, Journalists, and Newsmaking at International Summits », *Qual Sociol*, n° 33, p. 211-227.
- ORSINI A., 2010, *La biodiversité sous influence ? Les lobbies industriels face aux politiques internationales d'environnement*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. « Science politique ».
- OUGAARD M., HIGGOTT R. (eds.), 2002, *Towards a Global Polity*, Londres, Routledge, 2002.
- ROSENAU J. N., CZEMPIEL E.-O. (eds.), 1992, *Governance without Government: Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RUGGIE J. G., 1998, *Constructing the world polity : essays on international institutionalization*, London, New York, Routledge, 1998.
- SOLLA J. (coord.), 2012, *Rio+20 Report. The Brazilian Model: Sustainability Report of the Organization of the United Nations Conference on Sustainable Development*, Brésil, FUNAG.
- TARROW S., 2005, *The new transnational activism*, New York, Cambridge University Press.
- THÉVENOT L., 1986, « Les investissements de forme », in L. THÉVENOT (ed.), *Conventions économiques*, Paris, Presses universitaires de France (Cahiers de centre d'étude de l'emploi), p. 21-71.
- VAN VREE W., 1999, *Meetings, Manners and Civilization: The Development of Modern Meeting Behavior*, Leicester, Leicester University Press.
- WALLERSTEIN I., 2004, The Dilemmas of Open Space: the Future of the WSF, *International Social Science Journal*, n° 182, p. 629-637.
- YOUNG O. R., 2010, *Institutional Dynamics. Emergent Patterns in International Environmental Governance*, Cambridge, MA, MIT Press.